

Que sait-on de la polémique autour d'une intervention de l'association OUTrans à l'Ecole alsacienne ?



L'entrée de l'Ecole alsacienne, établissement d'enseignement privé laïque, rue Notre-Dame-des-Champs dans le VI^e arrondissement de Paris, en 2022. (Magali Cohen/Hans Lucas via AFP)

Des élèves accusés d'être transphobes, «*sèchement recadrés par les intervenants [sic]*», une séance de sensibilisation qui se transforme en «*prosélytisme en faveur du transgenrisme [sic]*». Ce sont les mots employés par des parents d'élève de l'Ecole alsacienne, rapportés par [un article du Figaro](#) publié le 16 mai. En cause, une intervention sur les LGBTphobies donnée un mois plus tôt, le 17 avril, par OUTrans, une association de soutien aux personnes transgenre (et [qui lutte notamment contre la transphobie](#)), auprès d'élèves de 4^e de la prestigieuse école privée parisienne. Selon les propos rapportés, la session aurait finalement porté uniquement sur la «*question trans*».

L'«*affaire*» avait déjà donné lieu à quelques mentions sur les réseaux

sociaux et [dans la presse d'extrême droite](#). Le 11 mai, Laurence Azzena-Gougeon, conseillère municipale LR à [Saint-Tropez \(Var\)](#), assurant avoir obtenu l'information directement auprès des parents concernés, avait relayé sur Twitter un texte présenté comme un communiqué de «*parents de l'Ecole alsacienne*». Les auteurs (dont l'identité et le nombre ne sont pas précisés) y expliquent, [dans un texte aux relents transphobes](#), vouloir «*protéger [leurs] enfants de la propagande trans*» et s'inquiètent de la promotion de la «*conversion de genre*» (au lieu de «*transition*»), qui risque de devenir «*un simple acte de grande consommation, comme aux Etats-Unis*». «*Il ne s'agit en aucun cas d'un communiqué de l'association des parents d'élèves*», indique à *CheckNews* l'Association des parents d'élèves de l'Ecole alsacienne, qui ne souhaite pas s'exprimer davantage sur le sujet. Impossible de savoir si les auteurs du communiqué sont les mêmes personnes que les parents d'élèves évoqués dans *le Figaro* (qui ne cite pas le communiqué ni ne donne l'identité des parents interrogés). On peut toutefois constater de nombreuses similitudes entre les propos rapportés dans ce texte et les griefs relayés dans le journal.

Pas assez à l'écoute des élèves

Quels sont les reproches ? Au cours de l'intervention, les élèves étaient invités à s'exprimer sur leurs représentations des genres masculin et féminin. «*Quand un intervenant explique qu'aujourd'hui, [des hommes peuvent être "enceints"](#), des élèves ont protesté – avant d'être sèchement recadrés par les intervenants. "Ils ont accusé les enfants d'être transphobes", se plaint un parent d'élève. Quand des collégiens expriment leur difficulté à imaginer partager les toilettes des filles avec des hommes trans, les intervenants leur ont de nouveau reproché d'être pétris de préjugés discriminatoires*», peut-on lire dans l'article du *Figaro*.

Autre point qui a déplu à ces parents d'élèves : *«Leurs enfants se sont vus expliquer que "si un adolescent n'est pas bien dans sa peau, c'est qu'il est peut-être trans", et que cette question n'a pas forcément à être abordée avec un psychologue. "Etre trans, c'est un feeling", ont ajouté les intervenants, qui ont également déclaré devant leur jeune public : "Dire qu'il y a seulement deux sexes, c'est une représentation datée et c'est faux"»*. Du «prosélytisme», selon eux. Enfin, *«l'absence d'enseignants lors de ces interventions, au cours desquelles seuls des surveillants étaient auprès des élèves»*, est aussi déplorée.

Presque immédiatement après la parution de l'article du *Figaro*, la direction de l'établissement a réagi dans un communiqué à destination de la communauté scolaire : *«Depuis le début de cette année scolaire, l'Ecole alsacienne travaille avec l'association HandsAway, qui propose un programme de prévention gratuit auprès de collèges, grâce à une subvention de la mairie de Paris et de la région Ile-de-France. Le choix de ce programme s'est fait en concertation avec les professeurs référents égalité de l'établissement et nous avons décidé de proposer trois ateliers à nos élèves de 4e sur le racisme, les LGBTphobies et les violences sexistes et sexuelles.»* La première intervention sur le racisme s'est *«bien déroulée»*, selon l'Ecole alsacienne. En revanche, la direction estime que *«l'intervention n'était pas conforme à ce qui était prévu»*, car *«essentiellement centrée sur la transphobie alors qu'elle aurait dû concerner les LGBTphobies d'une manière générale»* et que les intervenantes (mégenrées dans l'article du *Figaro*) n'auraient pas été suffisamment à l'écoute des élèves. La direction a aussi annoncé, dans ce communiqué, qu'elle remplacerait les interventions prévues pour les classes restantes par une session organisée par les équipes de l'école, *«centrée sur les LGBTphobies»*.

Stéréotypes de genre

«C'était plutôt une intervention facile, c'est quand même l'Ecole alsacienne à Paris, ce ne sont pas les élèves les plus fermés», observe en préambule Anaïs Perrin-Prevelle, la coprésidente d'OUTrans, contactée par CheckNews. Elle en veut pour preuve les 65 questionnaires remplis par les collégiens de l'Ecole alsacienne à l'issue des ateliers. *«En tout, 60 élèves ont répondu qu'ils étaient satisfaits, et seulement 3 pas du tout. On est loin d'une version où tout le monde était vent debout»,* explique Anaïs Perrin-Prevelle. Les membres de l'association sont particulièrement *«hallucinés par l'article à charge du Figaro»*, dont le rédacteur n'a pas cherché à les joindre, d'après la coprésidente. Contacté par CheckNews, le journaliste en question n'a pas répondu.

Les bénévoles d'OUTrans présentes ce jour-là face aux élèves n'ont pas souhaité répondre directement à nos questions. Selon Anaïs Perrin-Prevelle, des difficultés ont été observées dans l'une des trois classes de 4e qui ont reçu la formation. Dans ce groupe, *«trois élèves ont eu une attitude agitée, en revenant systématiquement aux aspects biologiques malgré tous les éléments d'explication apportés par les animatrices, et voulaient aussi aborder [le sujet des femmes trans et du sport](#), ce qui a été fait en clôture de l'intervention»,* rapporte la coprésidente. Lors de la session intitulée *«genre, stéréotypes et transidentité»*, les intervenantes ont proposé un exercice sur les stéréotypes de genre. *«Porter une jupe», «être amoureux d'un garçon», «diriger un pays»...* *«Nous avons une trentaine d'exemples pour lesquels on demande aux enfants de dire si c'est [pour les filles](#), [pour les garçons](#), ou [pour les deux](#). Ensuite nous donnons des explications sur la différence entre le sexe, le genre et la sexualité. On prend les définitions [de l'OMS](#) et [de l'ONU](#), ce ne sont pas des définitions idéologiques»,* détaille Anaïs Perrin-

Prevelle.

Au milieu de cette liste, les élèves doivent estimer si le fait d'«accoucher d'un bébé» est réservé aux femmes. *«En général, les élèves répondent que c'est uniquement pour les filles, on répond que non car, légalement, les hommes trans ne sont [plus obligés de se faire stériliser pour changer d'état civil depuis 2016](#). Donc si on se base strictement sur le légal, des hommes peuvent accoucher d'un bébé»*, commente la responsable associative. S'il arrive que certains élèves *«ne comprennent pas»* cette explication sur les hommes enceints, *«il n'y a eu aucune remarque dans les trois classes»* sur ce point, assure Anaïs Perrin-Prevelle. Par ailleurs, *«il n'y a jamais eu d'insulte envers les élèves, à aucun moment un élève a été accusé d'être transphobe»*, affirme-t-elle. Et d'ajouter : *«nous n'accusons jamais les personnes de transphobie, nous parlons seulement des propos»*.

«Un emballement qui a échappé à tout le monde»

Par ailleurs, la coprésidente se défend de tout prosélytisme. Une notion qui s'oppose, explique-t-elle à la philosophie de l'association. *«Nous parlons d'autodétermination. On ne dira jamais à une personne trans "tu es trans", ni que ce serait cool qu'elle le soit»*, développe-t-elle. Concernant l'accessibilité des personnes trans aux toilettes, outre l'emploi de mauvais termes dans l'exemple cité dans l'article du *Figaro* (permettre aux «hommes trans» d'aller dans les toilettes des femmes), Anaïs Perrin-Prevelle assume : *«On est d'accord pour dire que les hommes trans doivent pouvoir aller dans les toilettes des hommes et inversement, sinon ce serait une discrimination prévue à l'article 225-1 du code pénal.»* De même, Anaïs Perrin-Prevelle ne trouve rien à redire sur les propos prêtés aux intervenantes concernant le fait que le genre est un ressenti et

que distinguer seulement deux sexes «est une représentation datée et fausse». «On est 100 % d'accord avec ça. Il y a l'intersexuation, on n'est pas en train d'inventer un truc», réagit-elle. Sur la qualité de l'approche pédagogique, Anaïs Perrin-Prevelle reconnaît que les choses sont perfectibles. «Je n'ai pas de mal à le comprendre, nous ne sommes pas professionnelles, on est que des bénévoles. Une intervenante aurait eu des larmes au moment du visionnage d'un film de l'Education nationale sur un parcours d'un homme trans. On lui reproche ces larmes-là», commente-t-elle avant de préciser que les intervenantes démentent avoir pleuré pendant la session.

En revanche, OUTrans comme HandsAway répètent que le nom de l'association était connu par l'établissement. Il figure d'ailleurs noir sur blanc sur la plaquette de présentation du programme «collèges pour l'égalité» sur le site de HandsAway. «Au début de l'année, on voit avec l'établissement le type d'ateliers et ensuite, en fonction du contenu, soit l'intervention est assurée par HandsAway soit par une association partenaire. Ils savaient très bien que cette session allait être réalisée par OUTrans. Cela a été choisi par l'établissement. Personne n'est arrivé masqué», explique Charline Martin-Ramelli, la directrice générale de HandsAway, qui indique à *CheckNews*, comme OUTrans, ne pas avoir été contactée par *le Figaro*.

Une réunion était organisée lundi 22 mai entre HandsAway, OUTrans et la direction de l'établissement. D'après les deux associations, l'ensemble des interventions prévues cette année avec l'Ecole alsacienne ont été annulées. «Le climat ne nous permet pas de continuer les interventions», commente Charline Martin-Ramelli. «Il y a eu un emballement qui a un peu échappé à tout le monde», abonde la coprésidente d'OUTrans. Un communiqué tripartite avec la direction de l'Ecole alsacienne serait en cours de préparation. Contactée, la direction de l'établissement n'a pas confirmé et a renvoyé au premier communiqué du 17 mai.

Mise-à-jour du 24/05/2023 : ajout du démenti sur les pleurs de l'une des intervenantes.